

## Les agents de Brou se battent pour leurs effectifs

**73% de visiteurs en plus, 60% des agents en contrats précaires**

Les agents du Monastère Royal de Brou ont deux employeurs : le Centre des monuments nationaux donc le Ministère de la Culture, et la Mairie de Bourg-en-Bresse. Élu en 2014 « Monument préféré des Français » par France 2 télévision, la fréquentation du public a progressé de 73% en un an. Les équipes des différents services, déjà en sous-effectif, exigent que les promesses de recrutement et de remplacement des départs en retraites soient tenues. En raison du sous-effectif ce sont les missions de service public culturel qui sont les premières sacrifiées : visites commentées supprimées, bibliothèque qui ne pourra plus accueillir de lecteurs, œuvres insuffisamment surveillées. La moyenne dans les musées français est d'un agent pour 30 m2, à Brou il y a un agent pour surveiller 1000 m2 ! Sans parler de la dégradation des conditions de travail.

### Les agents en grève pour des recrutements à hauteur des besoins

Le 19 juin les agents du Monastère de Brou se sont très majoritairement mis en grève. Les directions du CMN comme de la ville, ont pris la responsabilité de maintenir ouvert le monument avec seulement trois vacataires, un côté musée, un côté église et un en boutique, au mépris des règles élémentaires de sécurité. Par ailleurs, le fait de maintenir ouvert le monument dans ces conditions, démontre la volonté de la direction de faire pression sur les agents et le mépris affiché pour le droit de grève qui est un droit constitutionnel. Le monument a donc ouvert gratuitement pour le plus grand plaisir des visiteurs. Les agents en grève ont accueilli le public en expliquant leurs revendications, y compris en soirée, à l'inauguration d'une exposition organisée sans recrutement supplémentaire.



**Après Vincennes le 30 mai, ce sont les agents de Brou qui se sont mis en grève le 19 juin. Le sous-effectif est une réalité quotidienne dans de nombreux monuments et services. Pour obtenir plus d'effectif et plus de moyen, une seule solution : la mobilisation !**

Paris, le 22 juin 2015